

## Résumé

À peine plus de 60 p. 100 des électeurs inscrits ont exercé leur droit de vote au scrutin fédéral de novembre 2000. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène, mais on invoque rarement parmi celles-ci l'affaiblissement de nos connaissances politiques. Pourtant, c'est un motif qu'on ne devrait pas négliger. En effet, peut-on vraiment s'attendre à ce que les gens qui ne suivent pas l'actualité politique aillent voter ?

C'est la question abordée dans cette étude. À partir de données tirées d'une série d'indicateurs, le concept d'alphabétisme civique est développé pour comparer l'aptitude des sociétés à participer à la vie politique. L'auteur s'emploie à mettre en perspective la situation du Canada dans le contexte international, pour ensuite proposer des mesures susceptibles d'enrichir la culture politique, qu'il s'agisse de favoriser la lecture des journaux ou d'améliorer l'éducation civique et la formation permanente. Il préconise aussi une réforme des institutions politiques visant à inciter nos responsables à mieux contribuer à la formation des citoyens, en précisant que la plupart des initiatives proposées relèveraient des provinces étant donné la nature de notre pays et de sa constitution.

Cette approche est mise en contraste avec le courant d'analyse dominant, qui se fonde sur le concept de capital social notamment élaboré par Robert Putnam. L'auteur montre que ce concept est d'un maigre secours pour expliquer les variations de la participation électorale selon les pays ou la récente généralisation de son amoindrissement. Ainsi le Canada occupe-t-il le septième rang du World Values Survey pour la confiance sociale et le huitième pour l'adhésion aux organisations bénévoles – deux indices clés en la matière –, mais devance tout juste les États-Unis et la Suisse pour la participation électorale.

Enfin, conclut l'auteur, les conséquences de l'analphabétisme civique ne sont pas neutres. Dans les sociétés à faible culture politique comme les États-Unis, les groupes économiquement défavorisés ont du mal à défendre leurs intérêts puisque leur maigre formation civique les exclut souvent de la vie publique. Alors que dans les pays à forte culture politique, comme ceux de la Scandinavie, on a tendance à adopter des politiques qui tiennent compte des intérêts de tous les secteurs de la société parce que tous sont incités à s'engager dans la vie publique. Compte tenu du niveau de formation civique de sa population, on peut s'inquiéter de voir le Canada suivre dans les années à venir la voie américaine plutôt que le modèle scandinave.